

Commission de Régulation de l'Energie  
15 rue Pasquier  
F-75379 Paris Cedex 08

La Ciotat, le 25 septembre 2015

**Objet : Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité:**

Monsieur le Président,

Nous avons lu avec intérêt votre dossier de consultation et notre syndicat souhaite apporter une contribution ciblée sur les enjeux pour la filière de production d'électricité photovoltaïque.

**Question 1 :** *Les problématiques exposées ci-dessus sont-elles selon vous représentatives des enjeux soulevés pour la structure du TURPE par l'émergence des réseaux intelligents et par l'évolution du système électrique ?*

Le Syndicat ENERPLAN souscrit pleinement aux enjeux décrits par la CRE, spécialement le développement de mécanismes d'autoproduction, sans recours à un dispositif de soutien. L'émergence de solutions numériques de gestion de la flexibilité de la consommation et l'amélioration de la compétitivité de solutions diffuses de stockage participeront à l'essor de cette autoproduction. Les solutions d'autoproduction avec injection du surplus dans le réseau public d'électricité vont s'avérer de plus en plus sobres à l'égard des soutiens publics. Leur dynamique de développement dépendra de la résolution des obstacles administratifs et juridiques, notamment pour une autoproduction à l'échelle d'un bâtiment collectif ou d'un éco-quartier.

L'accroissement de la capacité de production photovoltaïque est prévisible, son importance dépendra des objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie. Toutefois, il nous semble que l'enjeu sur la structure du TURPE est moindre par rapport à l'enjeu de l'autoproduction.

**Question 2 :** *Voyez-vous d'autres enjeux à l'échéance du TURPE 5 ?*

Le Syndicat ENERPLAN souhaite mentionner un enjeu complémentaire à l'échéance du TURPE 5 : les installations d'énergie renouvelable, notamment photovoltaïques de plus de 500 kW, seront soumises à un mécanisme de soutien conjuguant une vente sur le marché et un complément de rémunération. Ce nouveau mécanisme débutant en 2016, les opérateurs seront dans une phase d'appropriation des mécanismes de marché et rappellent le besoin accru de visibilité et de stabilité à l'égard des tarifs de réseau.

**Question 3 :** *Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la maîtrise des pointes de consommation : les signaux de prix du marché de l'électricité, le mécanisme de capacité, les dispositifs d'effacements, la structure des*

Membre actif :



Office franco-allemand pour les énergies renouvelables  
Deutsch-französisches Büro für erneuerbare Energien



[www.enerplan.asso.fr](http://www.enerplan.asso.fr)

*tarifs de réseaux et les mesures d'économie d'énergie. Quel doit être selon vous le rôle ou la part de ces facteurs dans l'atteinte de cet objectif ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur cette question.

**Question 4 :** *Etes-vous favorable à l'entrée en vigueur simultanée des TURPE HTA-BT et HTB à l'été 2017 ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur cette question.

**Question 5 :** *Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du TURPE 5 ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'observations particulières à spécifier sur ce programme de travail et ce calendrier, si ce n'est que nous saluons la présente initiative de consultation sur la structure du TURPE.

**Question 6 :** *Avez-vous des remarques sur ces principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs ? Estimez-vous en particulier que le sens à donner au principe de péréquation tarifaire et à celui du timbre-poste pourrait être interrogé dans un contexte d'évolution des usages des réseaux (partie 1.5) ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas de remarques sur les principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs. Le Syndicat ENERPLAN estime que les sujets de la péréquation tarifaire et du timbre-poste posent des questions plus larges que celles de la structure du TURPE 5 pour lesquelles un débat public est nécessaire.

Les principes auxquels le Syndicat ENERPLAN est en particulier attaché pour aborder des sujets sont :

- Transparence des informations nécessaires pour anticiper les impacts et les évolutions des coûts des réseaux et de leur répartition sur les différents acteurs du système
- Visibilité des évolutions réglementaires afin d'anticiper ces changements dans les décisions d'investissement

**Question 7 :** *Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, du fait du foisonnement entre utilisateurs du réseau, la contribution des consommateurs aux coûts d'infrastructures dépend non seulement de leur capacité de pointe, mais aussi du taux d'utilisation de cette capacité ? Si ce n'est pas le cas, merci de présenter de façon étayée votre analyse de ce sujet.*

Le Syndicat ENERPLAN partage l'analyse de la CRE. Le Syndicat ENERPLAN estime que les tarifs réseau peuvent envoyer des signaux de gestion de la pointe dans leur structure, via par exemple des tarifs horo-saisonnalisés en cohérence avec le principe décrit dans l'article L.341-4 (« la structure et le niveau des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité sont fixés afin d'inciter les clients à limiter leur consommation aux périodes où la consommation de l'ensemble des consommateurs est la plus élevée »).

**Question 8 :** *Avez-vous des améliorations à proposer quant à la méthode de construction tarifaire présentée ci-dessus ? Le cas échéant, merci de présenter de façon étayée vos propositions.*

La méthodologie présentée dans le document de la CRE porte sur la construction des tarifs de soutirage. Le syndicat ENERPLAN se pose la question de savoir si des études ont été menées pour imaginer des méthodologies alternatives qui prennent en compte des consommateurs qui sont aussi des producteurs. Comment auraient été construits les réseaux avec une production décentralisée plus importante ?

**Questions 9 à 11**

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur ces questions.

### **Questions 12 à 14 relatives à la pointe mobile**

Le Syndicat ENERPLAN est favorable à l'intégration de la notion de pointe mobile dans la tarification réseau, sous réserve que le signal envoyé aux utilisateurs du réseau soit spécifiquement dédié à l'optimisation des coûts du réseau, sans tenter de résoudre les problématiques globales du système électrique. Cette optimisation doit être réalisée en fonction du dimensionnement des différents nœuds et liens du réseau et de leur éventuelle saturation.

De ce fait, il ne faut pas considérer que les seules pointes de consommation, mais plus largement la gestion du réseau et de son équilibre. Il s'agit ainsi d'inciter, localement ou à l'échelon national, les utilisateurs du réseau à un comportement vertueux lorsque des tronçons du réseau sont saturés ou lorsque des excédents ou des déficits d'énergie sont constatés sur une maille du réseau.

A ce titre, nous suggérons l'introduction d'une notion d'évènements réseau qui puissent venir modifier la tarification réseau sur une période ponctuelle, avec les caractéristiques suivantes : i) sens de l'incitation, afin d'inciter les utilisateurs du réseau soit à augmenter leurs injections et réduire leurs soutirages (hausse) soit le contraire ; ii) échelle, afin de solliciter l'ensemble des utilisateurs ou bien seulement un sous-ensemble « local » ; iii) durée et amplitude, afin de calibrer les besoins. Ces évènements seraient tirés soit par le GRT, par un GRD, selon les besoins, les droits à tirage étant raisonnablement limités sur une période annuelle et répartis entre les acteurs avec une priorité au GRT. Leur activation pourrait être reliée à des évènements climatiques, mais pas uniquement.

Cette notion de pointe mobile s'appliquerait alors utilement au niveau HTA et HTB1&2, tout en gardant une possibilité d'être utile pour le niveau HTB3.

### **Questions 14 à 30**

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur ces questions.

#### ***Question 31 : Etes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?***

Le Syndicat ENERPLAN n'est pas favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage. La mise en place d'un complément de rémunération pour certaines installations ENR conduit à la contractualisation auprès d'agrégateurs de services de mise sur le marché. Certains de ces agrégateurs assureront la mise sur le marché de la production EnR et joueront le rôle de responsable d'équilibre en prenant à leur compte le règlement des écarts. Ces agrégateurs s'engageant sur des périodes longues (plusieurs années), ils assument le risque lié au changement réglementaire. Aussi toute modification conduit ces agrégateurs à augmenter leur prime de gestion. Le Syndicat ENERPLAN est favorable aux changements dès lors qu'ils sont concertés au niveau européen et avec une visibilité suffisante.

#### ***Question 32 : Etes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?***

Le Syndicat ENERPLAN n'est pas favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts pour les mêmes raisons que celles invoquées en question 31.

**Question 33 :** *Estimez-vous qu'une révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement devrait être mise en œuvre ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'est pas favorable à la révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement.

Le Syndicat ENERPLAN proposerait que les coûts liés aux services systèmes, aux réserves rapides et complémentaires ainsi que les écarts aux frontières seraient avantageusement répercutés dans le coefficient k qui pénalise les responsables d'équilibre en écart.

Le Syndicat ENERPLAN estime que le signal fourni pour les injections n'est pas significatif et que ce coût sera reporté sur les soutirages. Par ailleurs, le Syndicat ENERPLAN se pose la question de la compatibilité avec les règles européennes d'une quote-part du financement sur les injections, ce qui serait susceptible de fausser la compétition des moyens de production sur le marché de gros.

**Question 34 :** *Considérez-vous que le financement de ces réserves devrait porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?*

Le Syndicat ENERPLAN ne considère pas que le financement de ces réserves doive porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée. Le Syndicat ENERPLAN pense qu'un financement portant sur des puissances souscrites accroîtrait la complexité, notamment en termes de lisibilité et d'anticipation.

**Question 35 :** *Pensez-vous que les coûts liés à la reconstitution des marges devraient être financés de la même manière que les réserves rapide et complémentaire ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur cette question (cf. question 33).

**Question 36 :** *Avez-vous d'autres remarques à apporter sur le partage du financement des coûts d'équilibrage ?*

Le Syndicat ENERPLAN exprime par ordre de priorité sa position :

1. Homogénéité des règles au niveau européen. Ceci favorisera l'entrée sur le marché français d'agrégateurs avec des capacités mutualisées d'accès au marché et de prévision de consommation.
2. Délai de prévenance suffisant lors de la mise en œuvre de nouvelles règles. Le Syndicat ENERPLAN estime que les changements de règles fondamentales visant à améliorer le fonctionnement du système électrique en envoyant les bons signaux économiques doivent être annoncés au moins 3 ans avant la mise en œuvre. Ceci permet non seulement d'ajuster les contrats existants et de monter des projets avec une visibilité suffisante.
3. Transparence. Le Syndicat ENERPLAN estime que tout changement doit faire l'objet d'une étude d'impact afin que les acteurs puissent mieux appréhender les conséquences économiques d'un changement de règles. Par ailleurs, le Syndicat ENERPLAN demande à ce que plus d'information sur le système électrique soit rendue publique afin de favoriser une appropriation par les acteurs des différentes charges liées au fonctionnement du système électrique et leurs sous-jacents.
4. Simplicité des règles pour garder la clarté du signal. Les coûts du système électrique et les inducteurs afférents sont complexes. En priorisant les objectifs (maîtriser les consommations d'énergie, équilibrer

production et consommation électrique...), des règles simples peuvent être mises au point pour atteindre ces objectifs de manière pragmatique.

**Question 37 :** *Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?*

Le Syndicat ENERPLAN estime que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) ne doivent pas être modifiées pour le TURPE 5.

**Question 38 :** *Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'a pas d'avis sur cette question.

**Question 39 :** *Etes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?*

Le Syndicat ENERPLAN est favorable à terme à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire, en particulier de façon conjointe avec d'autres GRT européens. Le Syndicat ENERPLAN estime que cela révélera le prix de ce service au système électrique. Néanmoins, une étude d'impact sur les tarifs de réseau est nécessaire en amont, de même qu'un délai de prévenance suffisant (TURPE 6 ?)

**Question 40 :** *Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport à la situation actuelle (18,20 €/MWh) ?*

Le syndicat ENERPLAN n'estime pas opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système. L'ensemble des acteurs du système bénéficie de ces services – ce qui milite à les inclure dans le TURPE.

**Question 41 :** *Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?*

De manière similaire à la réponse à la question 39, le Syndicat ENERPLAN est favorable aux mécanismes de marché s'ils sont ouverts à tous les acteurs du système électrique et annoncés suffisamment à l'avance.

**Question 42 :** *Etes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE concernant la tarification des injections ?*

Le Syndicat ENERPLAN n'est pas d'accord avec la CRE sur l'opportunité de fonder le niveau de la part énergie du tarif d'injection sur une partie des coûts des pertes HTB3 et HTB2 et des coûts des services système (constitution des services système et des réserves avec les coefficients  $c$  et  $c'$ ). Comme le souligne l'étude commanditée par la CRE (8.2.1), « il est indifférent de faire porter les coûts par les producteurs ou par les consommateurs, puisque, in fine, les premiers les feront supporter par les seconds ». Ceci est d'autant plus vrai quand le tarif d'injection est proportionnel à l'énergie injecté (en €/MWh). Le Syndicat ENERPLAN souhaiterait que la CRE fasse une étude sur le signal fourni par le tarif d'injection HTB2 et HTB3 couvrant les

coûts ITC (Inter TSO Compensation) : est-ce que ce signal a conduit à minimiser le coût des flux de bouclage entre les différents réseaux de transport européens ?

Le Syndicat ENERPLAN est d'accord avec la CRE sur le fait de ne pas introduire de tarification régionale en France pour le TURPE 5, ce dernier entrant en vigueur « très » prochainement. Toutefois, à condition d'anticiper cette tarification, il nous semble pertinent de réfléchir à une tarification régionale, comme facteur d'aménagement et de localisation des installations, notamment photovoltaïques. Un tel signal avait été recherché dans le cadre de l'élaboration des S3REnR, mais cet outil de planification n'est pas apte à envoyer un signal à une maille infrarégionale. Dans la perspective d'appels d'offres « neutres technologiquement » pour bénéficier d'un complément de rémunération, une tarification nodale ou zonale aurait une incidence sur la compétitivité des dossiers candidats, l'enjeu est de mesurer les conditions de cette tarification, les modalités d'information pour adresser ce signal (ndrl : nous connaissons les difficultés à obtenir des informations sur la capacité du réseau), afin d'évaluer si cette tarification constituera un levier suffisant par rapport à d'autres paramètres de localisation.

Le Syndicat ENERPLAN est d'accord avec la CRE sur l'importance de suivre les travaux des groupes de travail européens sur l'évolution des zones de prix. De manière générale, le Syndicat ENERPLAN est favorable aux discussions pour améliorer le fonctionnement du système électrique au niveau national ou européen. Cependant, des changements fondamentaux du fonctionnement du système électrique tels que les prix nodaux etc. devraient se faire avec une visibilité et des temps de prévenance suffisants pour limiter les risques liés à des changements réglementaires.

Etant donné que la Commission Européenne n'a pas encore publié d'orientations qu'elle pourrait prendre conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement (CE) n°714/2009 du 13 juillet 2009, le Syndicat ENERPLAN considère qu'il est opportun d'attendre ces orientations afin d'éviter de prendre le risque d'un changement réglementaire préjudiciable au financement d'installations de production d'électricité.

Vous remerciant de nous avoir consultés et restant à votre disposition pour préciser nos remarques et nos demandes, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sincères salutations,



Richard Loyer

Délégué Général